

**Point de presse de la porte-parole -
OIAC - Lutte contre impunité
d'emploi des armes chimiques -
Déclaration de M. Jean-Yves Le
Drian/Syrie - Situation dans le
sud-ouest du pays/Iran - Exécution
d'Abolfazl Chezani Sharahi/Aide
humanitaire - Guatemala - Eruption
du volcan Fuego/Egypte -
Déplacement de M. Jean-Yves Le
Drian/Syrie
(Paris, 28 juin 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé la déclaration du ministre, fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - OIAC - Lutte contre impunité d'emploi des armes chimiques - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian

Les Etats membres de l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ont adopté hier à la Haye, à une très large majorité, le mandat donné à l'organisation pour identifier et désigner les responsables des attaques chimiques en Syrie. Cette décision permettra également à cette organisation de se doter graduellement de moyens universels d'enquêtes d'attribution, et de renforcer ses capacités de vérification des stocks et des capacités chimiques des Etats.

Je tiens à saluer cette décision des Etats membres qui ont su saisir une occasion historique pour lutter contre l'impunité de ceux qui utilisent ou développent des armes chimiques et transmettre aux générations futures un monde plus pacifique et plus sûr.

C'est une victoire contre l'impunité mais aussi pour notre sécurité collective. En prenant cette décision, la communauté internationale a envoyé un message sans ambiguïté, témoignant de la totale confiance qu'elle accorde à cette organisation pour mener à bien ces enquêtes de façon indépendante et avec tout le professionnalisme requis. Le partenariat contre l'impunité d'utilisation des armes chimiques lancé à Paris en janvier, désormais constitué de 35 Etats, apportera tout le soutien nécessaire à la mise en oeuvre de cette importante décision.

En renforçant les moyens de l'OIAC, garante de l'interdiction de ces armes, les Etats ont apporté la réponse la plus juste à la réémergence des armes chimiques que nous observons depuis plusieurs années, au Moyen Orient, en Asie et aujourd'hui en Europe.

2 - Syrie - Situation dans le sud-ouest du pays

La France est extrêmement préoccupée face à l'offensive conduite par le régime syrien et ses soutiens dans le sud-ouest de la Syrie, en particulier autour de la ville de Deraa, en violation de l'accord de désescalade devant garantir la stabilité de cette zone. Ces attaques portent un risque d'escalade et de déstabilisation régionale.

Dans ce contexte, nous sommes particulièrement attentifs aux conséquences humanitaires de cette offensive sur la population civile et aux attaques perpétrées contre les infrastructures médicales et sanitaires, qui constituent des violations graves du droit international humanitaire. Les opérations ont forcé près de 45.000 personnes à fuir. Ces nouveaux déplacés s'ajoutent à près d'un million de personnes déplacées par le conflit depuis le début de l'année 2018. Il s'agit du mouvement de déplacés le plus important depuis le début d'un conflit qui a déjà contraint plus de la moitié des Syriens à quitter leur foyer.

C'est pourquoi la France appelle la Russie à faire respecter les engagements qu'elle a souscrits concernant le cessez-le-feu dans le sud-ouest syrien.

Ces derniers événements rappellent l'urgence de mettre en place un processus politique crédible, sous l'égide des Nations unies et conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité, permettant aux parties syriennes et aux principaux acteurs internationaux de s'accorder sur les paramètres d'une sortie de crise durable. C'est dans cette perspective que la France soutient les efforts de l'envoyé spécial des Nations unies visant à mettre en place un comité constitutionnel et à créer les convergences nécessaires au sein de la communauté internationale.

3 - Iran - Exécution d'Abolfazl Chezani Sharahi (27 juin 2018)

La France condamne l'exécution d'Abolfazl Chezani Sharahi survenue le 27 juin 2018 en Iran. Celui-ci était détenu depuis l'âge de 14 ans pour homicide.

La France réitère son opposition constante à la peine de mort, en tous lieux et en toutes circonstances et son engagement en faveur de l'abolition universelle de ce châtiment injuste, inhumain et inefficace.

Elle rappelle son attachement aux principes du Pacte international pour les droits civils et politiques et de la Convention internationale des droits de l'enfant qui prohibent la peine de mort pour les crimes commis par les mineurs.

Nous appelons tous les Etats appliquant encore la peine de mort à établir un moratoire en vue d'une abolition définitive.

4 - Aide humanitaire - Guatemala - Eruption du volcan Fuego

Suite à la demande d'aide internationale formulée par les autorités du Guatemala, la France agit pour apporter son soutien aux populations sinistrées par l'éruption du volcan Fuego du 3 juin 2018.

Le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères vient d'accorder une subvention à un projet de l'organisation non-gouvernementale CARE visant à assurer les besoins des populations sinistrées en eau, en produits et équipements d'hygiène et d'assainissement. Par ailleurs, le ministère a financé l'envoi de plus de 400 kg de matériel, offert par l'organisation non-gouvernementale Pompiers de l'urgence Internationale, destinés aux populations locales.

En liaison avec les autorités guatémaltèques, notre ambassade s'assure de la bonne coordination de l'aide française avec celle d'autres donateurs.

5 - Egypte - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (28 juin 2018)

À la demande du Président de la République, M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra en Egypte le 28 juin pour une audience avec le président de la République égyptienne, M. Abdel Fatah Al-Sissi, afin d'évoquer les questions régionales, sur lesquelles la France et l'Egypte partagent de nombreux points de convergence.

- Libye : Sur ce dossier qui fait l'objet d'un dialogue intense entre la France et l'Egypte, M. Jean-Yves Le Drian soulignera la nécessité de mettre en oeuvre rapidement et intégralement la déclaration politique adoptée lors de la conférence internationale sur la Libye le 29 mai dernier à Paris. En soutien à la médiation de M. Ghassan Salamé, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, ces engagements, endossés par le Conseil de sécurité des Nations unies, préparent la voie à l'unification des institutions civiles et militaires et à la tenue d'élections avant la fin de l'année. M. Jean-Yves Le Drian fera part de sa préoccupation quant à la situation dans le croissant pétrolier et rappellera la nécessité que soient respectées les prérogatives de la compagnie pétrolière nationale (NOC) à Tripoli. Consciente de l'importance stratégique de ces questions pour l'Egypte, la France marque son appui aux autorités égyptiennes pour la réalisation de ces objectifs.

- Syrie : M. Jean-Yves Le Drian évoquera avec le président égyptien les perspectives de relance du processus politique, sous l'égide de l'envoyé spécial des Nations unies, M. Staffan de Mistura. Nous partageons avec l'Egypte des préoccupations communes : risques d'escalade régionale, besoins humanitaires de la population syrienne, poursuite de la lutte contre le terrorisme, utilisation d'armes chimiques en Syrie et stratégie de déplacements de populations mise en oeuvre par le régime de Bachar el-Assad ;

- Processus de paix au Proche-Orient : La France et l'Egypte soutiennent la solution des deux Etats - Israël et la Palestine - vivant côte-à-côte en paix et en sécurité, dans des frontières sûres et reconnues, avec Jérusalem pour capitale, conformément au droit international et aux

paramètres internationalement agréés. M. Jean-Yves Le Drian évoquera la situation à Gaza, et notamment les moyens qui doivent être mobilisés pour répondre à la grave crise humanitaire que traverse ce territoire. Il marquera le soutien de la France aux efforts égyptiens en faveur de la réconciliation inter-palestinienne, nécessaire pour améliorer les conditions de vie de la population et pour recréer un horizon politique.

M. Jean-Yves Le Drian et le président Sissi feront également le point sur notre partenariat dans ses différentes dimensions, en particulier en matière économique et dans la lutte contre le terrorisme. Ils poursuivront le dialogue engagé avec les autorités égyptiennes sur les droits de l'Homme. Enfin, le ministre rappellera les attentes fortes des proches des victimes du vol MS 804 de la compagnie EgyptAir et la nécessité que notre coopération conjointe permette de faire toute la lumière sur les raisons de cette catastrophe.

6 - Syrie

Q - Pouvez-vous préciser les nouvelles fonctions de M. Sénémaud ? Où sera-t-il basé ?

R - M. François Sénémaud a été nommé représentant personnel du Président de la République, ambassadeur pour la Syrie, à compter du 27 août 2018 par décret du Président de la République publié au Journal officiel, le 27 juin 2018.

Comme son prédécesseur M. Franck Gellet, Ambassadeur pour la Syrie, M. Sénémaud résidera à Paris et l'hypothèse d'une réouverture de notre ambassade à Damas n'est pas à l'ordre du jour.